

# 1979. Les migrations de l'espérance

Christian Ingrao

#### ▶ To cite this version:

Christian Ingrao. 1979. Les migrations de l'espérance. Presses Universitaires de la Méditerrannée. Antoine Coppolani dir. L'année 1979 dans les Relations internationales: la stratégie contre l'éthique? Presses Universitaires de la Méditerranée, 2022 (forthcoming)., A paraître. hal-04188526

HAL Id: hal-04188526

https://hal.science/hal-04188526

Submitted on 9 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers. L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## 1979 Les migrations de l'espérance\*

Il est toujours un peu délicat, pour un spécialiste de l'Allemagne nazie et de la Seconde guerre mondiale, de s'aventurer sur des rivages plus proches. On le fait ici avec un mélange de circonspection et d'assurance. Circonspection car on quitte le familier de la documentation et de l'historiographie; assurance car enfin, s'il est bien une opération que le long travail sur l'histoire du temps présent aurait dû rendre légitime, c'est bien celle de porter le regard sur toutes les périodes de l'histoire marquées par la coprésence des historiens et des protagonistes. L'enquête que l'on voudrait présenter ici, et qui constitue une sorte d'écho aux discussions dont cet ouvrage se fait écho, est née d'une de ces collisions entre irruptions événementielles du présent et réflexion sur le passé. Les différents attentats intervenus sur le territoire français, leur intrication à la crise ouverte dans l'espace syro-irakien par la fragmentation de sociétés martyrisées par l'invasion anglo-américaine et par les rigueurs de la répression assadienne en a constitué le point-origine. Le constat est douloureux, mais, quand bien même il est timidement opéré, il est clair et fut intégré entre janvier et novembre 2015 : ce qui se passe à Mossoul affecte Copenhague ; ce qui se joue à Alep atteint Paris.

C'est dans ce cadre et ce contexte que se forma l'idée du projet « 1979. Les migrations de l'espérance » dont on voudrait présenter ici les contours. Il s'agissait tout à la fois de rendre compte de cette interaction, d'en prendre acte, notamment en changeant l'échelle de la réflexion et de l'enquête, mais aussi de prendre en compte et de tenter de donner sens à l'avalanche événementielle dans laquelle l'observateur avait, au milieu des années 2010, le sentiment d'être plongé. Affirmer que la proclamation califale, la sombre efflorescence de la guerre civile syrienne, l'immense crise de l'Asile qui s'annonçait alors notamment à l'Est de l'Europe et l'évolution des démocraties européennes, quelle que fût leur position de part et d'autre de l'ancien rideau de fer, constituait un seul et même objet inséré dans une séquence particulière, constituait un geste heuristique extrêmement hardi et risqué; un geste dont il fallait prendre la mesure, dont il fallait explorer les conséquences. C'est ce geste et cette démarche que l'on voudrait narrer ici. Mais avant tout, il faut dire quel type d'histoire sous-tend cette démarche.

<sup>-</sup>

<sup>\*</sup> Ce texte est la trace de la conférence inaugurale d'un colloque tenu à Montpellier le 16 octobre 2019. L'auteur voudrait remercier ici Antoine Coppolani et Jean-Vincent Holeindre de leur invitation et de leur patience. Il voudrait par ailleurs remercier Ludivine Bantigny, Malika Rahal, Roman Krakovsky, Mathieu Rey et l'ensemble du groupe MoHope pour les discussions et les informations échangées pendant le programme de recherche « Migration of Hope ». Les inexorables erreurs ou approximations sont cependant uniquement de son fait.

On n'a pas la prétention de réécrire une histoire des relations internationale ni des grands équilibres géopolitiques ou économiques de la période. L'histoire du temps présent qu'on aspire à écrire et à tenter sur ce champ précis s'appuie certes sur les acquis de ces formes d'écriture mais l'hypothèse que l'on voudrait présenter ici repose sur le recours à d'autres formes d'enquêtes. Il s'agirait plutôt d'écrire une forme d'histoire sociale compréhensive sensible aux mutations des horizons de temporalité des acteurs, mutations appréhendées à des échelles et des niveaux diversifiés. Comment organiser la pensée, ici ? Les décentrements sont multiples : décentrement de spécialité, décentrement d'approche, décentrement de thématique.

C'est la raison pour laquelle il faut procéder en trois temps. D'une part, tenter de préciser le contenu des hypothèses de recherche qui président à ce projet et donc, caractériser les années 1970 comme une décennie de crise au plan financier, économique et social mais aussi, ce sera notre second point, dans cette sphère si particulière qu'est celle des sensibilités, des représentations — et notamment celles de l'avenir—, des horizons d'attente et, pour tout dire, des espérances. En troisième lieu, il conviendra de tenter de se saisir de l'année 1979 comme d'un observatoire permettant d'acquérir une vue d'ensemble des dynamiques à l'œuvre.

### I]: Les années 1970 comme expérience des limites

Il est surprenant, pour un observateur novice, de ne pas disposer d'une synthèse de départ sur la période des années 1970, que ce soit dans le monde occidental ou dans les états du Pacte de Varsovie. Le seul véritable essai synthétique énonçant son ambition globale et contemplant cette décennie si sensible est sans doute le maître-livre d'Eric J. Hobsbawn, L'âge des extrêmes<sup>1</sup>. Bien sûr, l'historien n'a pas la même approche spatiale que nous ; bien sûr, sa démarche n'embrasse pas de manière spécifique cet ensemble si particulier qui nous semble se détacher de l'analyse et qui englobe les démocraties libérales d'Europe occidentale, les démocraties populaires d'Europe orientales et les états-nations de la sphère arabo-turco-persane. Il n'en reste pas moins qu'il plaide pour l'unité d'un temps de crise commençant au début des années 70 et encore en cours, au moment — en 1994 — où il achevait la rédaction de l'ouvrage en anglais. Et comme, en 2008, il ne modulait pas le discours, on se sent justifié de penser qu'il plaidait l'unité de la période courant de 1970 aux temps présents. L'une des difficultés, cependant, vient précisément sans doute de cet état de fait : la description et l'analyse de la crise sont partie intégrante du débat citoyen autant que du débat historiographique et, en la matière, Eric Hobsbawn, assumait un positionnement spécifique. Il est donc particulièrement difficile, en la matière, de dissocier « la chose et l'idée qu'on s'en fait », pour paraphraser Georges Duby<sup>2</sup>. C'est pourtant ce qu'en quelque sorte nous allons tenter de faire, en cherchant en premier lieu à saisir au cœur les dynamiques concrètes de cette crise qui affecte — c'est indéniable...— les sociétés concernées.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Eric Hobsbawm, L'Ère des extrêmes: Histoire du court XXe siècle (1914-1991), Agone, 2020, 1099 p., 1ère édition, Complexe, 2008.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Il emploie l'expression dans le chapitre consacré aux mentalités in Georges Duby, *L'Histoire continue*, Odile Jacob, 1991, 228 p., p. 119.

Le système économique mondial hérité du règlement de la Seconde guerre mondiale et des accords internationaux subséquents connaît, depuis les années 60, une série de mutations qui travaillent en profondeur la conjoncture et il n'est peut-être pas inutile de rappeler ces prodromes de la crise, celle-ci se fondant en grande partie sur ces mutations. Le système économique mondial est fondé sur un cadre assurant la stabilité des échanges et du cours des devises, largement indexées sur le Dollar US par les Accords de Bretton Woods. Ceux-ci prévoyaient, outre cette indexation, que le dollar demeurât désormais la seule devise convertible en or. C'est cette convertibilité qui fut suspendue par la Présidence Nixon en 1971, sous le coup des gigantesques dépenses entrainées par la guerre au Viêt-Nam et au nom de la lutte contre l'inflation domestique, ouvrant une phase d'incertitude et de tensions monétaires internationales conduisant d'une part à l'adoption de changes fluctuants et, de l'autre, à l'abandon de l'or comme système matériel de référence. La monnaie, désormais, Clarisse Herrenschmidt l'a suggéré brillamment, se réduisait à des nombres imprimés sur du papier et objets de convention<sup>3</sup>. Dans le même temps, le rôle joué par les banques centrales et par le FMI connaissait une mutation fondamentale. En France, le rôle de la Banque de France évolua considérablement à partir de la fin des années 60 et fit l'objet d'un arsenal législatif clarifiant la relation de l'État et de la banque fermant provisoirement le débat sur l'indépendance de la Banque de France et sur la possibilité du Trésor Public d'emprunter auprès d'elle, tout en actant la relégation de la monnaie numéraire par rapport aux monnaies scripturaires<sup>4</sup>. Dans les faits, il semble bien que les décisions prises par l'administration Nixon comme celles édictées en Europe ne constituent que le symptôme des mutations profondes engagées par le système économique mondial depuis à tout le moins une décennie. Avenement d'outils d'investissement inédits, multiplication des initiatives de recours aux Eurodollars rongeant le contrôle US du Dollar<sup>5</sup>, mutation du rôle du FMI travaillent ainsi le système de Bretton Wood en profondeur jusqu'à rendre vaines les tentatives d'en conserver la stabilité. Les forces centrifuges y seraient désormais telles que les acteurs constatent que le système est désormais flottant, le « marché monétaire » pratiquement dénué de régulation. Bien sûr, les économistes néoclassiques regroupés autour d'Hayek et de Friedman regrettent la persistance de l'existence de banques centrales, mais la multiplication des acteurs en matière financière jouant une partition indépendante de celles de banques centrales identifiées comme inféodées à des décisions politiques et non économiques constitue à leurs yeux une étape importante de la transformation des politiques monétaires en un marché comme tous les autres<sup>6</sup>. C'est donc un système monétaire international caractérisé par une instabilité inédite, renforcée par une ouverture mondiale et une interdépendance jamais atteintes auparavant et rongé par une inflation croissante provoquée à la fois par les dépenses de guerre américaines et par la multiplication, au niveau international, des investisseurs, des outils financiers et des initiatives, qui subit le choc pétrolier de 1973.

-

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Clarisse Herrenschmidt, Les trois écritures : langue, nombre, code, Gallimard, 2007, 510 p., p. 380-381.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Sur les politiques de la Banque de France, cf. Éric Monnet, « La politique de la Banque de France au sortir des Trente Glorieuses : un tournant monétariste ? », Revue d'histoire moderne contemporaine, 2015, n° 62-1, n° 1, p. 147-174, qui prend le contrepied de l'association souvent trop rapide entre néolibéralisme, monétarisme, et politiques déflationnistes, tout en reconnaissant que même si elles ne se recoupent pas ni ne se superposent totalement, les trois logiques précitées fusionnent

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Sur le développement du marché des eurodollars, voir notamment Catherine SCHENK, « The origins of the eurodollar Market in London : 1955-1963 », *Explorations in Economic History*, 35-2, 1998, p. 221-238, Cité par Eric Monnet, Op. Cit.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Cf. notamment, Friedrich August Hayek, *Denationalisation of Money: The Argument Refined : an Analysis of the Theory and Practice of Concurrent Currencies*, Institute of Economic Affairs, 1978, 148 p.

La crise est, au fond, bien connue, quand bien même les avis sur ses causes et son ampleur divergent. Elle a pour déclencheur la hausse concertée par les pays de l'OPEP des prix du pétrole. Celle-ci est une réaction au flottement du dollar lié à l'abandon du système de Bretton Wood en août et au déclenchement de la guerre du Kippour qui conduit, les 16 et 17 octobre 1973 à une hausse concertée de 70% du prix nominal du pétrole. En quelques semaines, les prix du pétrole ont sextuplé. Dès novembre, l'économie américaine entre dans une spirale de récession qui dure près de deux ans et qui combine crise financière liée aux soubresauts d'un système déstabilisé, crise des carburants et des matières premières, crise structurelle liée l'industrialisation concurrentielle des pays émergents. Cette spirale n'est en rien limitée aux États-Unis. À leur suite, la majeure partie des pays industrialisés plongent dans une phase de marasme et de récession dont la durée est variable, mais dont les effets se font sentir au moins jusqu'en 1975. Si les observateurs s'accordent sur ses manifestations, ils se divisent sur ses caractéristiques et plus encore sur ses causes. Et c'est sans doute l'analyse régulationniste de Robert Boyer et Jacques Mistral, présentée dans une série d'articles parue dans les *Annales* en 1983, qui résume le plus commodément — pour le réfuter dans son ensemble, mais c'est là un autre problème — le panorama des interprétations de la crise. D'après les auteurs, elle a été analysée comme un produit du fortuit, un accident passager, mais aussi comme le résultat de l'abandon des politiques keynésiennes par des gouvernements séduits par le monétarisme. Elle est aussi appréhendée comme le produit d'un renversement de cycle que certains observateurs pensaient prévisible. Elle est enfin perçue, par les auteurs eux-mêmes et l'ensemble du courant de pensée économique dans lequel ils évoluent, comme « l'arrivée à ses limites d'un modèle de croissance original » qui a connu le succès « depuis la seconde guerre mondiale principalement »<sup>7</sup>. On le voit : pour nombre d'auteurs, la crise énergétique joue un rôle de révélateur de mécanismes bien plus profonds s'originant au-delà de la simple conjoncture et du présent des politiques publiques, plongeant leurs racines dans les structures mêmes des appareils productifs et des dispositifs sociaux qui structurent les sociétés industrielles. Encore les auteurs se cantonnent-ils aux économies de marché occidentales et n'embrassent-ils ni les pays du Tiers-Monde (parmi lesquels nous désirons étudier les pays de la sphère arabo-turco-persane), ni ces économies socialistes planifiées qui, à l'époque, prétendent constituer un modèle alternatif de construction sociale et politique.

Jean Marczewski publie en cette même année 1973 l'une des études de la crise de la planification socialiste parmi les plus fouillées disponibles dans les pays occidentaux<sup>8</sup>. Dans l'analyse de l'auteur, point de débat sur la question de la conjoncture, le retournement du cycle de Kondratieff, le rôle des marchés internationaux, la disparition de l'étalon-or ou la primauté d'un dollar rongé par l'inflation et les dépenses de guerre. Et pourtant, à lire entre les lignes, par-delà une crise de contradiction entre les normes édictées par les planificateurs et les nécessités des sociétés socialistes, l'auteur montre bien que le système n'est pas étanche aux dynamiques mondiales et que la question monétaire internationale joue notamment un rôle fondamental dans le pilotage des échanges extérieurs. De sorte qu'au fond, la phrase de Robert Boyer et Jacques Mistral adressée aux économies libérales en crise pourrait parfaitement être reprise par Jean Marczewski pour le Pacte de Varsovie : la décennie 1970 est marquée, au-delà du Rideau de fer, par « l'arrivée à ses limites d'un modèle de croissance original », même si ce sont de tout autres limites.

<sup>7</sup> Robert Boyer et Jacques Mistral, « Le temps présent : La crise (II): Pesanteur et potentialité des années quatre-vingt », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1983, vol. 38, nº 4, p. 773-789, ici p. 773.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Jean Marczewski, Crise de la planification socialiste?, Presses universitaires de France, 1973, 310 p.

Si la situation des pays de la zone arabo-turco persane ne se laisse pas, quant à elle, aisément réduire à une vue d'ensemble, il n'est cependant pas illégitime de tenter de l'embrasser de manière englobante. Et il est alors une caractéristique que les pays du Pacte de Varsovie et la zone précitée partagent, dans la crise qu'ils traversent : la prolétarisation de leurs paysans. Elle est bien sûr à moduler et à décliner selon les situations nationales, moins avancée qu'elle est en Pologne ou au Maroc qu'en URSS, en Algérie ou en Syrie<sup>9</sup>. Reste que le fait est à la fois souligné par les historiens de l'URSS qui finissent par parler de « clochardisation des campagnes » et par les politistes spécialistes de l'État arabe, qui, dans leurs travaux des années 1970, soulignent la perte d'importance de l'agriculture commerciale mais aussi la gravissime crise que traverse dans le même temps l'agriculture de subsistance<sup>10</sup>. Cette affirmation nous fait passer sans transition d'un complexe de crises économiques dont rien ne dit qu'elles sont liées mais qui partagent un caractère systémique, à une crise sociale. Durant les années 1970, les mutations sociales embrassent, dans les aires concernées, l'ensemble des secteurs industriels et agraires. L'entrée en crise des secteurs industriels traditionnels — sidérurgie, textile, automobile— se mêle aux prodromes des crises de surproduction des agricultures européennes. Au Royaume-Uni, les mineurs du NUM votent à 80 % la grève surajoutant à la crise pétrolière une crise d'approvisionnement en charbon et conduisant le gouvernement Heath à faire adopter le Three Day Week limitant la consommation commerciale de l'électricité à trois jours consécutifs dans la semaine. Les pratiques d'« insubordination ouvrière », qu'elles soient conjoncturelles et liées à des négociations salariales de plus en plus fréquentes en des temps d'inflation élevée ainsi qu'aux premiers signes d'entrée en crise des secteurs concurrencés par les pays émergents, ou à des considérations structurelles et politiques, sont d'une fréquence plus intense que durant les années 60<sup>11</sup>. L'exception, ici, est apparemment constitué par l'Italie, qui voit les formes de protestations muter : les contestations sociales marquées par le recours à la grève qui abondaient dans les années 1966-1973 reculent de manière nette à partir de cette date, laissant désormais la protestation à de petits groupes radicalisés adoptant, le fait est bien, connu, d'autres formes d'action durant ces années qu'on nomme « années de plomb ». Le mécanisme de radicalisation passait par la montée en puissance des services d'ordre des organisations de contestation rompus à l'affrontement violent voire armé avec les forces de l'ordre et les groupes d'extrême-droite ainsi qu'à celle des gruppi operaisti, groupes autonomes d'action ouvrière dont la remise en cause envisageait la lutte armée<sup>12</sup>. La crise, ainsi, dépassait de très loin le simple choc conjoncturel et carboné, la déstabilisation monétaire et financière, la surchauffe inflationniste ; elle dépassait même le retournement de cycle. Elle s'ancrait pour une part, le cas ouvrier rendait la chose manifeste, dans une contestation touchant les fondements de l'ordre social, quand bien même les mouvements de masse, en Italie, connaissaient un profond reflux à partir de

-

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Pour la Pologne et l'URSS Marczewski, *Op Cit.*, Section 1, p. 5-13. Le terme de « clochardisation » est employé par Nicolas Werth, in « La grande Stagnation », Nicolas Werth, *Le cimetière de l'espérance*, Place des éditeurs, 2019, 329 p.; pour la Syrie et le Maroc, Hamit Aid Hamara, "The State, Social Classes and agricultural policies in the Arab World", in Hazem Beblawi et Giacomo Luciani, *The Rentier State*, Routledge, 2015, 253 p. (1ère édition: 1987), p 138-158.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Idem, p. 143. Pour l'Algérie, la réforme agraire et son impact sur la paysannerie : Philippe Adair, « Rétrospective de la réforme agraire en Algérie (1972-1982) », Revue Tiers Monde, 1983, vol. 24, nº 93, p. 153-168, p. 166 pour les paysans migrant vers les bidonvilles devant l'abandon des campagnes par l'État. Le problème de l'agriculture de subsistance avait cependant été posé dès 1964 par Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, Le Déracinement, la crise de l'agriculture traditionnelle en Algerie, Editions de Minuit, 1964, 225 p.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> Nous empruntons l'expression à Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière dans les années 68 : Essai d'histoire politique des usines, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 384 p.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Donatella Della Porta, Social Movements, Political Violence, and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany, Cambridge University Press, 2006, 292 p., p. 26 sq., p. 30 pour les gruppi operaisti.

1977. Ce qui était vrai pour les économies de marché occidentales l'était-il pour celles du Pacte de Varsovie et de la sphère arabo-turco-persane? Les historiens, prenant la suite de Jean Marczewski, vont au-delà du diagnostic de la crise de la planification et de celui de « clochardisation » des campagnes, faisant des années 70 la « grande stagnation »<sup>13</sup>, sans qu'au fond, à notre connaissance, personne n'ait fait le rapprochement de cette caractérisation avec la Stagflation qui saisit au même moment les économies de marché. Les chercheurs qui se penchaient sur le Moyen Orient, le Maghreb, dans toute leur diversité et leurs nuances, opéraient à l'époque des constats en demiteinte, mais étonnamment proches : étonnamment proches comme lorsque les observateurs décrivaient, en Syrie, la sous-utilisation béante de l'appareil productif voisinant avec un absentéisme galopant dans le secteur tertiaire<sup>14</sup> ; en demi-teinte, lorsqu'ils montraient que la rente pétrolière, immense opportunité qui nuançait la crise, détournait les acteurs des efforts d'efficience économique nécessaires dans les autres secteurs<sup>15</sup>.

Au total, cependant, par-delà la difficulté à acquérir un tableau d'ensemble de la situation, il est deux constats que l'on peut opérer sans grand risque : d'une part, les trois aires d'étude que nous nous assignons font l'expérience d'une crise dont le cœur nouménal est en partie économique et partagé par l'ensemble des protagonistes étatiques. Dans les trois aires, une instabilité d'origine monétaire et financière affecte les économies ; dans l'aire occidentale, l'inflation se combine désormais avec la stagnation de la production et la hausse du chômage tandis que les phénomènes de famine de devises occidentales affectent désormais aussi les échanges d'économies socialistes planifiées est-européennes. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que les mêmes causes économiques produisent les mêmes effets sociaux. Si partout des mutations structurelles financières et économiques créent des dynamiques sociales marquées au sceau de la crise, elles ne se traduisent par des difficultés matérielles socialement identifiées comme telles qu'en Occident — avec le chômage, notamment. Ce que malgré cela les trois aires semblent avoir en commun, c'est une remise en cause de leur raison d'être, de la perspective que leurs projets politiques et sociaux disaient offrir, du futur qu'ils esquissaient ; bref : de cet espoir qu'initialement ces projets politiques suscitaient.

### II] : Crise des régimes d'historicité et migration des espérances

Si l'histoire qu'on pratiquait jusqu'ici était, en apparence au moins, fondée sur des rivages sûrs, des séries statistiques, des indices avérés, il n'en est pas vraiment de même avec cette seconde partie de l'enquête. Autant l'histoire d'une crise économique peut, au Vingtième siècle tout du moins, faire l'objet d'une description solidement amarrée à l'observation et à la mise en statistique du réel, autant l'expérience qu'en font les acteurs, individus et groupes sociaux, se laisse plus difficilement saisir et ce, d'autant qu'on cherche *in fine* à toucher cette part si ténue des représentations que ces acteurs assignent à la perspective, au futur; cette part si ténue des

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Nicolas Werth, Le Cimetière de l'espérance, Op. Cit.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Élisabeth Longuenesse, «L'industrialisation et sa signification », in André Raymond (Dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, FeniXX, 1981, 769 p.

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Hazem Beblawi et Giacomo Luciani, The Rentier State... Op. cit., p. 108-113.

représentations qui se niche au secret des êtres et abrite les affects, les craintes et/ou l'espoir assignés aux lendemains.

Cette histoire suit dans une certaine mesure les traces conceptuelles de Reinhard Koselleck relu par François Hartog, et explore à leur suite les ordres du temps des trois sociétés étudiées, mais là où les deux historiens visaient à la reconstitution des cadres intellectuels de l'ordre du temps dans lequel évoluent les sociétés qu'ils envisagent, nous voudrions adopter une démarche moins centrée sur la pensée professionnelle, historienne et philosophique et, plutôt, tenter d'explorer, en arraisonnant un peu Maurice Halbwachs, les « cadres sociaux » des régimes d'historicité des sociétés entrant en crise dans les années 1970, les représentations ordinaires structurant le rapport au temps des acteurs composant ces sociétés <sup>16</sup>. Fait fascinant, par ailleurs : la réflexion de François Hartog prend son essor sur ce qu'il nomme les « brisures du temps » générées par la révolte de Mai 68, mais ses réflexions se portent essentiellement sur les représentations et les usages du passé et l'articulation de celui-ci au présent des sociétés occidentales. Les nôtres vont se concentrer sur celles de l'avenir.

Il est bien difficile de s'extraire des affirmations éthérées et de donner un tableau sûr de ce qui nous semble constituer une crise des horizons d'attente des trois formes de sociétés en jeu. Il est sans doute plus sûr de commencer par les sociétés occidentales, marquées qu'elles sont par le séisme de mai 1968. François Hartog nous dit qu'« en 1968, le monde occidental et occidentalisé était traversé par un spasme qui, entre autres choses, exprimait une remise en cause du progrès capitaliste, c'est à dire une mise en cause du temps lui-même comme progrès, comme vecteur en soi d'un progrès en passe de bouleverser le présent »<sup>17</sup>. Et c'est peut-être cette croyance-là qui constitue, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale pour les Alliés (occidentaux comme membres du Pacte de Varsovie) et, depuis les décolonisations/libérations, pour les pays de la zone arabo-turco-persane, le fonds de l'espérance sociale qu'assignent ces sociétés au futur. Cette espérance ne se donnait pas à voir partout sous les mêmes espèces : la société de consommation de masse (incarnée au moins en partie en Europe occidentale par l'American way of life), la civilisation stalinienne et l'aspiration tiers-mondiste d'émancipation différaient bien entendu radicalement les unes des autres. Toutes, cependant, assignaient de l'espoir au futur; toutes avaient fondé jusqu'ici leur existence et leurs perspectives d'avenir sur l'attente d'univers matériels moins âpres, d'entre-soi plus chaleureux, de lendemains plus doux, de vies plus aisées. Si bien sûr ces représentations n'étaient ni unanimes, ni univoques, si même elles avaient un contrepoint dialectique avec des résurgences eschatologiques, elles n'en constituaient pas moins une rhétorique largement diffusée, partagée par les populations et ce, même si elles furent critiquées ou remises en cause pendant toute leur existence.

Dans les pays occidentaux, la critique de la modernité et de la consommation de masse connut donc une brisure en 1968. La remise en cause de ces horizons d'attente, cependant, ne coïncida pas totalement avec les mouvements qui prirent alors place : nombre d'acteurs assignaient à la révolte en place des objectifs révolutionnaires s'inscrivant dans les mêmes régimes d'historicité — il s'agissait alors de remplacer l'ère capitaliste de la prospérité heureuse de masse par l'avènement de la société communiste — tandis que bien d'autres acteurs ne rêvaient que d'entrer plus rapidement dans cette ère de consommation heureuse par un partage plus juste des fruits du travail. Le mouvement, par ailleurs, fut suivi, notamment en France, par une phase de retour à l'ordre et de pratique conservatrice du pouvoir qui nuance l'ampleur de l'impact sur le réel de la brisure observée

\_

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Cf. l'introduction lumineuse de François Hartog, Régimes d'historicité. Présentisme et expériences, Le Seuil, 2014, 237 p., ici p. 33-42.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> *Idem*, p.27.

par François Hartog. Pourtant les formes de contestation de cette perspective de bonheur radieux assignée au futur connut des formes de diffusion et de massification dans la décennie 1970 qui incite à y discerner une entrée en crise des horizons d'attente occidentaux. Les mouvements post 68, culturels comme les hippies ou politiques, comme les groupes révolutionnaires qui maintenaient leur activité, constituaient un indice fort de cette remise en question. Le mouvement ouvrier italien était ici symptomatique : 1968-1969 avait représenté un temps fort de cette contestation et si le reflux de la contestation de masse était indiscutable, les « années de désespoir » qui suivirent en 1974-1976 furent celles de la radicalisation des formes de cette contestation 18. Les années 1970 ne furent sans doute pas partout en Occident des « années de désespoir », mais elles furent le temps d'un double reflux : d'une part, la désillusion est bien venu doucher l'espoir révolutionnaire estudiantin d'immédiate remise en cause de cette attente d'une société future d'abondance que ses contempteurs percevaient comme le moderne et illusoire avatar d'un système inique de profits et d'exploitation ; d'autre part, cette attente elle-même d'une ère future de bonheur et de prospérité était battue en brèche par la crise prenant son essor à partir de 1973.

En URSS et, par extension, dans les pays du Pacte de Varsovie, était né après-guerre un ensemble d'horizons d'attentes qui émanait du pacte implicite passé entre les directions soviétiques et leurs élites réhabilitant la quête d'un certain confort matériel et d'un certain bien-être<sup>19</sup>; un ensemble d'horizons d'attentes qui assignait au futur proche un socialisme frugal mais prospère et émancipateur, préalable à ce communisme utopique qui constituait toujours, théoriquement au moins, les fins dernières officielles de la croyance soviétique.

De 1945 à 1980, l'URSS avait vu sa population augmenter de 50%, multiplier par 20 le nombre de ses diplômés et migrer 35 millions de personnes vers les villes. La perspective émancipatrice avait ainsi fait mine de se réaliser : une nouvelle société semblait en train de naître, faite de modernisation, de progrès technique, de nouvelles sociabilités que le sociologue Oleg Ianitski a baptisées « microunivers urbains ». Ce pacte implicite, cependant, avait subi un premier accroc avec la répression de la révolution hongroise en 1956 et surtout avec l'occupation de Prague en 1968. Et les signes du malaise s'accumulèrent dans les années 1970 : les homicides augmentèrent de 90% entre 1965 et 1980, l'alcoolisme augmenta de manière vertigineuse, les avortements explosèrent. Encore ces symptômes d'un malaise au présent concernaient-ils surtout les strates — il s'agissait officiellement d'une société sans classe— les plus modestes de la société mais, comme le soulignaient Mikhail Geller et Aleksandr Nekrich dans leur Histoire de l'URSS, les personnes éduquées aux penchants réformateurs — ils écrivent « liberals » en anglais...— vivaient dans les années 1970 une existence duale : « leur standard de vie était loin d'être mauvais selon les critères soviétiques : ils avaient des appartements, des salaires stables, et une maison de campagne », mais « ils s'inquiétaient pour leur avenir et celui de leurs enfants »<sup>20</sup>. Le futur, ainsi, posait problème, de même que la cohérence d'ensemble des horizons de temporalité. Pour un système de croyances — le socialisme — qui investissait tant d'affects et d'espérances dans le futur, ce qui se dessinait là constituait une dimension centrale de ce « mensonge généralisé » diagnostiqué dès 1973 par Alexandre Soljenitsyne dans la Lettre aux dirigeants de l'URSS, mensonge qui envahissait toute la sphère sociale et transformait la vie politique et sociale du pays en un théâtre d'ombres. Bien sûr, le mensonge était

1988, 884 p., p. 628-629.

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Della Porta, Social Movements... Op. Cit., p. 114 sq.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> Le "Big Deal" de Vera S. Dunham in, *In Stalin's Time: Middleclass V alues in Soviet Fiction*, CUP Archive, 1979, 312 p. <sup>20</sup> Mikhail Heller et Aleksandr Nekrich, *Utopia in power: the history of the Soviet Union from 1917 to the present*, Summit Books,

déjà dénoncé dès avant la Grande Guerre patriotique mais le mensonge combiné à la corruption et au repli social explique que la crise soviétique de l'espérance précéda sans doute la crise économique et structurelle<sup>21</sup>.

Dans les pays satellites, la conjoncture, modulée par les spécificités nationales, connait de saisissantes analogies: Dans son livre *Réinventer le monde*, Roman Krakovsky a bien montré la construction de ce rapport spécifique au temps qui se tend vers les attentes de l'avenir et leur diffusion dans ce qui semblait être le cadre matériel et quotidien d'un vivre-ensemble socialiste. Il constate cependant aussi, à partir des années 1970, «l'apparition d'un jeu d'apparences et de tricherie »: selon l'historien, « le temps linéaire se détourne de l'avenir radieux pour se réorienter sur le présent qu'il faut maintenir supportable par une succession de moments fantasmés. De *futurocentré*, le socialisme réel — comme il se désigne parfois lui-même— devient *autocentré*, favorisant la permanence et l'immobilisme du présent »<sup>22</sup>.

Tout, ainsi, semble se passer dans les années 1970 comme si l'espérance se glaçait aussi dans ce second groupe de pays, dans lequel, on l'a vu, une crise économique profonde et durable s'installe alors concomitamment. On est frappés par la synchronie des évolutions entre ces deux premiers groupes, par-delà tout ce qui, à l'évidence, les opposait. On serait alors tenté d'articuler crise économique et crise des espérances, et de voir dans l'une un effet de l'autre. C'est en s'intéressant au troisième groupe de pays que l'on est conduit à remettre en cause cette hâtive proposition.

Les pays de la sphère arabo-turco-persane sont loin de subir une crise économique analogue à celle qui conduit l'URSS à devenir une économie de pénurie<sup>23</sup>. Les temps, en effet, sont à un afflux absolument inédit et inouï de liquidités libellées en dollar dans les économies du Maghreb au Moyen-Orient. Cela concerne bien évidemment les pays producteurs de pétrole et de gaz, mais aussi ceux qui ne disposent pas de ressources en hydrocarbures : la Syrie, ainsi, profite, sous la forme de d'investissements principalement saoudiens, de la rente pétrolière à hauteur de 1,8 milliards de \$ annuels à partir de 1974<sup>24</sup>.

Par-delà leur très grande diversité, les sociétés composant cet espace, du Maroc à l'Iran en passant par Israël, l'Algérie, l'Irak, la Turquie et la Syrie, ont été traversées depuis les années 40 par des élans modernisateurs portés par les acteurs des luttes de libération et d'indépendance enfin parvenus à leur fins eux aussi animés par l'expérience d'un progrès bouleversant le présent et offrant des perspectives d'avenir fondées sur des considérations de liberté, de prospérité, d'émancipation des populations dans un futur proche. Dans les années 1950-1960, les socialismes nationalistes, notamment arabes, avaient incarné, dans des politiques publiques faites de planification, de réformes agraires et d'investissements dans l'industrie lourde, différentes déclinaisons de ces horizons d'attentes et des générations entières de jeunes cadres s'étaient investies dans ce mouvement. Michel Seurat montrait bien, dès 1981 dans le cas de la Syrie, combien le Parti social national syrien, le Parti communiste et le Ba'ath s'étaient partagés les suffrages et l'adhésion de la jeunesse et avaient développé des théories de la modernisation et de la

\_

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Ce passage doit tout au très bel article de Nicolas Werth, « La grande stagnation » in du même auteur, *Le cimetière de l'espérance*, Place des éditeurs, 2019, 329 p., p. 391-412, ici p. 397-399.

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> Roman Krakovsky, Réinventer le monde. L'espace et le temps en Tchécoslovaquie, Paris, PUPS, 2014, 328 p., citation p. 290, les italiques sont de l'auteur. Et l'on pourrait sans doute à bon droit faire des parallèles avec le présentisme décrit par François Hartog in Régimes d'historicité: Présentisme et expériences du temps, Paris, Seuil, 2003, 272 p.

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Quand bien même cette dernière profitât elle aussi de la manne de devises.

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> Elisabeth Picard, « La Syrie de 1946 à 1979 » in André Raymond (Dir.) , *La Syrie d'aujourd'hui*, FeniXX, 1981, 769 p., édition électronique non paginée (800/1920).

transformation sociale passant par une restructuration de la société autour de l'État.<sup>25</sup> Mais dès ce moment-là, Michel Seurat constatait aussi qu'après quinze années de régime ba'athiste, l'État n'était pas parvenu à la création d'un homme nouveau<sup>26</sup>; que les fonctions étatiques officielles étaient doublées par un secteur informel très dynamique et que les mécanismes d'adaptation sociale des acteurs suppléaient désormais à des carences matérielles devenues aiguës dans les années 1970. La dimension duale de l'existence des nouvelles élites observée dans le cas des pays de l'Est trouvait ainsi une forme d'équivalence dans la vie des partisans et des cadres du Ba'ath au pouvoir. Au-delà même de la rémanence des affiliations sociales, confessionnelles et économiques traditionnelles, au-delà même de la persistance de mouvements politiques et religieux dissidents<sup>27</sup>, le Parti, énorme machine de quelque 275 000 militants, était lui-même parfois traversé de mouvements de grogne lors desquels la base partisane rappelait sans ambages aux cadres médians les idéaux de liberté, d'émancipation, de frugalité et de probité qui constituaient l'éthique ba'athiste, la thématique remontant jusqu'au niveau des congrès régionaux du Parti<sup>28</sup>.

En Algérie, l'accession au pouvoir du FLN et l'introduction en 1964 de l'autogestion dans l'économie avait là aussi modelé un « futur imaginé », un horizon d'attentes révolutionnaire marqué au sceau de la justice, de l'émancipation et de la liberté. Si, en 1976, l' « ajustement révolutionnaire » initié par l'administration Boumediene ambitionnait encore de transformer l'Algérie en champion du Tiers-mondisme socialiste, cela s'opérait au prix de l'extinction d'autres voix adjacentes, socialistes et nationales elles aussi. La décennie avançant, les dynamiques, les difficultés s'accumulaient : en lieu et place de l'idéal de liberté et d'émancipation, les pénuries, l'inflation, la corruption suscitaient et entretenaient désillusion et mécontentement social. L'espérance, là aussi, se faisait chaque jour plus évanescente<sup>29</sup>.

Résumons. On peut à bon droit diagnostiquer une entrée en crise des régimes d'historicité induits par les régimes politiques et les sociétés de cette immense ère englobant les deux Europe et les mondes arabo-irano-turcs. Partout, par-delà les diversités et les nuances et au-delà de la crise économique systémique éclatant entre 1973 et 1979, l'espérance sociale d'ères à venir faites de prospérité et de bonheur s'est étiolée. L'intrication entre les phénomènes et les aires est avérée : la crise de l'espérance précède effectivement celle qui affecte les économies dans les trois sous-régions. Elles entrent en crise de manière progressive voire feutrée au cours des années 70 avec une synchronie frappante. Le choc pétrolier de 1973 lui confère une forme matérielle et quantifiable, mais nous voudrions arguer du fait que 1979 en constitue un point d'observation plus passionnant encore.

#### III]: 1979 comme point d'observation

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Michel Seurat, « L'État, les populations et la société » in *Ibid*.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> *Ibid.*, p. 533-534/1920.

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Cf. Là-dessus, Mathieu Rey, *Histoire de la Syrie, 19ème-20ème siècles*, Paris, Fayard, 2018, 398 p. ici p. 217-240; Michel Seurat, « L'État, les populations et la société », André Raymond (Dir.) , *La Syrie d'aujourd'hui*, FeniXX, 1981, 769 p. <sup>28</sup> *Idem*, 577/1920

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> Pour le projet utopique et le futur imaginé et les voix dissonantes, Malika Rahal, « Fused Together and Torn Apart : Stories and Violence in Contemporary Algeria », *History and Memory*, 2012, vol. 24, nº 1, p. 118-151 ; pour une analyse des limites du volontarisme économique de l'ère Boumedienne, d'inspiration libérale, Mourad Ouchichi, *L'obstacle politique aux réformes économiques en Algérie*, Thèse, université de Lyon 2, 2011, 296 p., ici p. 96.

Pourquoi avoir choisi 1979 ? Nous ne voyons pas dans 1979 un tournant événementiel, mais bien plutôt un observatoire de ces dynamiques décrites précédemment et déjà en cours ; un observatoire qui permet par ailleurs de dégager des plus-values cognitives non négligeables. Année certes riche en événements-monstre — et l'on nous pardonnera de ne pas tous les citer—, 1979 n'est cependant, on va le voir au plan statistique, qu'une « année ordinaire ». Si l'on use d'un outil collaboratif relativement représentatif comme Kronobase, site amateur francophone recensant les événements de l'histoire de l'humanité, sur 176 000 événements identifiés et répertoriés, de la divergence morphologique des grands singes et des hominidés il y a 4 M° d'années à 2020, le site en recense 613 en 1979, pour 30 700 entre 1945 et 1989, soit 697 par année en moyenne<sup>30</sup>. 1979, ainsi, est en quelque sorte légèrement sous-représentée, mais on conviendra que cette approche quantitative, quand bien même elle serait fondée sur l'égale pertinence de toutes ces dates, ne constitue pas l'approche la plus significative. 1979, pourtant, va nous conduire au cœur de la crise des espérances et jeter sur elle une lueur vive faisant apparaître des caractéristiques sans doute moins visibles pour l'observateur de la crise en son entier.

1979, c'est d'abord l'installation dans la durée du nouveau régime économique global, fait d'inflation galopante sur fond de marasme de la production. Cela, cependant, nous l'avions bien observé dans la contemplation des mutations structurelles du système monétaire mondial et nous était aussi apparu clairement dans les travaux des économistes de la période. C'est Jean Fourastier qui, en 1979, semble offrir la dénomination permettant de désigner en français la période qui se clôt sous les yeux des spécialistes de sciences sociales en publiant Les Trente Glorieuses ou la Révolution invisible 1946-1975<sup>31</sup>. Il y décrit tout ce qui a disparu sous les yeux des contemporains : croissance économique, plein-emploi, promotion sociale, stabilité monétaire, accès à la consommation et à la prospérité, modernisation. Fourastié publie ces lignes dans une France qui compte cette année-là une inflation de 13,04% qui ronge les patrimoines et le pouvoir d'achat et qui connaît de plus un chômage de plus en plus inquiétant. La crise, les contemporains le comprennent, s'est installée. Et c'est Fernand Braudel qui, cette même année, dit sans doute le mieux tout à la fois ce qui — le second choc pétrolier le pérennise — s'est clos avec le premier choc pétrolier mais aussi ce qui s'ouvre peut-être. Dans le tome 3 de Civilisation matérielle, économie et Capitalisme  $XV^e - XVIII^e$  siècle, intitulé « Le temps du monde », alors qu'il est affairé à décrire les cycles de respiration de l'économie capitalistique, détaillant les cycles saisonniers, jusqu'aux cycles dits de Kondratieff et ce mystérieux trend séculaire qui imprime en profondeur à ses yeux son rythme à l'économie-monde, il s'exclame en octobre 1979:

« Et 1973-1974, direz-vous ? S'agit-il d'une crise courte de la conjoncture [...] ? Ou aurions-nous le privilège, assez peu enviable au demeurant, de voir le siècle basculer vers le bas ? [...] Alors les politiques à court terme [...] risqueraient d'être vaines pour guérir une maladie dont les enfants de nos enfants ne devraient pas encore voir la fin. [...] Ce n'est pas l'ouragan [de la déflation de 1929, CI], c'est plutôt l'inondation avec la montée lente et désespérante des eaux, ou le ciel obstinément plombé de nuages. [...] Avoir baptisé le phénomène Staglation ne l'explique pas pour autant. »<sup>32</sup>

Ce qui nous intéresse, ici, n'est pas tant l'acuité pourtant remarquable du regard ni la lucidité de l'historien mais bien, au fond, la crise de l'espérance que le propos reflète. La perspective de progrès

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> http://www.kronobase.org/chronologie-annee-1979.html [consulté le 16/5/2020]

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup> Jean Fourastié, Les Trente glorieuses ou la Révolution invisible : de 1946 à 1975, Fayard, 1979, 288 p.

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle. 3 – Le temps du monde*, Le Livre de Poche, Paris, 1993, 922 p., ici p. 86-89.

technique, d'attente, pour le futur, de jours meilleurs encore, faits de prospérité et de quiétude, s'en est allé et ce, peut-être pour un siècle : on n'aurait pu mieux dire, sans doute, la crise de l'espérance. Son reflux se distingue partout, dans les trois aires, on l'a montré. 1979, cependant, illustre bien le fait que les forces sociales ne manquent pas de réagir face à cette montée de la désespérance. En Europe de l'Est, la montée de la dissidence peut être interprétée comme une lutte contre elle : Vaclav Havel, en 1978, opère le constate suivant : « en chacun de nous, il y a une aspiration à réaliser ce qu'il y a de meilleur en nous, et une tendance à la résignation et à la docilité d'une vie dans le mensonge »33. « Vivre dans la vérité » et agir en accord avec soi-même, entrer en dissidence permettrait selon lui à l'individu de redevenir responsable de lui-même et des autres – et donc de redonner sens au politique. C'est cette « révolution existentielle » qu'encouragent les dissidents de l'Est à la fin des années 1970<sup>34</sup>. L'agir social contre cette montée de la désespérance s'observe ainsi partout en Europe orientale et sans doute aussi au moins partiellement dans les pays de la sphère arabo-turco persane. En Iran, les franges fraichement urbanisées de la population voient dans la révolution qui prend son essor le moyen de s'approprier le mouvement de modernisation et de lui donner sens<sup>35</sup>. La modernisation même éventuellement opulente ne fait pas tout : si elle n'est pas liée à un idéal, si elle ne s'articule pas à un espoir utopique, si elle n'induit pas la participation sociale, elle n'est qu'un trompe-l'œil, aux yeux des étudiants iraniens. Précisément, la révolution qui a commencé en octobre 1978 et qui s'islamise à partir de mars 1979 pose brutalement le problème de la migration de l'espérance : entre ces deux dates, les protagonistes de la révolution sont polyphoniques. Les communistes et les nationalistes socialistes côtoient les Pasdarans et les partisans du Parti de la république islamique créé le 19 février. Cette cohabitation est de courte durée : l'option islamiste chi'ite appuyée par une partie de l'armée, par le Parti de la république islamique, par le Hezbollah élimine ses adversaires, politiques, confessionnels ou nationaux. En Iran, Farhad Khosrokhavar le montre bien, l'espérance migre du futur de la modernisation occidentalisée vers l'accomplissement ici-bas de la volonté de Dieu, préfiguration de l'Au-Delà<sup>36</sup>.

Il faut bien comprendre que cette migration de l'espérance qui commence à se donner à voir à nous du haut de cet observatoire qu'est 1979 n'est pas ce que l'on nomma — mal— un « retour du religieux ». D'une part, parce que le religieux n'a jamais vraiment quitté la scène mondiale et encore moins celle de notre investigation. Ensuite, parce que si le religieux, au Maghreb et au Moyen-Orient, avait donc fait rémanence, notamment en termes d'instances traditionnelles de structuration sociale, il se présentait désormais, et c'était là l'inédit, comme un acteur fédérateur et impérieux investissant le politique. Si dans les années 1960 et 1970, les Frères Musulmans avait effectivement localement mené la contestation sociale et politique<sup>37</sup>, notamment en Syrie en 1964 et en 1973 autour de la question de la confession du président de la République, les mouvements qui se dessinaient en 1979 portaient une contestation plus profonde et plus radicale. Le 16 juin 1979, une promotion des jeunes officiers se réunit à l'école d'Artillerie d'Alep, la seconde du pays en importance et creuset des jeunes élites ba'athistes alaouites. Lors des célébrations, l'on fait

\_

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> Václav Havel, « Le Pouvoir des sans-pouvoirs » (1978), in Václav Havel, *Essais politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1989, p. 65-158.

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> Ce passage doit tout aux travaux non encore publiés de Roman Krakovsky sur la question.

<sup>&</sup>lt;sup>35</sup> Farhad Khosrokhavar, *L'utopie sacrifiée: sociologie de la révolution iranienne*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, 348 p., ici p. 43.

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> Farhad Khosrokhavar, *Idem*, ici p.189 sq. pour la perception du temps chez les révolutionnaires, mais aussi pour l'impasse dans laquelle celle-ci se trouve rapidement.

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup> Cf là-dessus, Seurat, Art. cit.

sortir les élèves d'autres confessions. Un commando fait alors irruption et mitraille les aspirants alaouites. 82 d'entre eux succombent. Le régime répondit avec une brutalité inusitée, signe sans doute que l'atteinte aux élites le touchait à la fois dans ses perspectives d'avenir et dans son identité confessionnelle. Un cycle « violences/répression » s'installe dès lors. Le Jihad est pour la première fois proclamé en Syrie<sup>38</sup> ; il culmine en 1982 avec le siège de la ville de Hama, martyrisée par les troupes d'Hafiz el Assad, qui tuent près de 30 000 personnes en écrasant la vieille ville sous les tirs d'artillerie.

Les fractures qui se dessinaient dans cette manifestation sanglante de la migration de l'espérance de l'ici-bas baa'thiste vers la parousie divine pouvait encore s'interpréter en termes de guerre confessionnelle, Alaouites contre Sunnites, islamistes contre socialistes nationalistes sécularisés, grille de lecture qui marquerait par la suite l'interprétation occidentale de la guerre Iran/Irak qui commença en août 1980, mais l'espérance islamiste s'incarna par ailleurs en novembre 1979 dans une insurrection millénariste sunnite sur les Lieux Saints de la Mecque, contre la famille Saoud. Signe que l'espérance de l'advention du Royaume de Dieu transcendait dans son agressivité les clivages confessionnels et l'hostilité à la sécularisation, cette insurrection s'attaquait à une monarchie conservatrice qui professait, avec le wahhabisme, une forme particulièrement rigoriste et littérale de sunnisme<sup>39</sup>.

Il n'en reste pas moins que cette grille de lecture qui mettait d'une part en tension des régimes politiques sécularisés et des mouvements fondamentalistes usant désormais de manière croissante de la violence et, d'autre part, des horizons d'attente orientés vers le futur avec des aspirations à l'Au-delà divin, connut une inflexion décisive en 1979 avec l'intervention, le 27 décembre, de l'URSS en Afghanistan. Ce qui devint une guerre constitue l'un des théâtres les plus importants de la socialisation combattante des activistes islamistes dans les quarante années suivantes. Algériens, Saoudiens, Jordaniens, Syriens, Égyptiens font, à partir de l'invasion de l'Afghanistan, le voyage du Jihad, transformant le pays en champs clos d'un affrontement entre l'espérance émancipatrice sécularisée et la guerre sainte, entre la modernité laïque et l'advention du Royaume de Dieu. La migration de l'espérance trouvait là une mise en scène guerrière ; l'espérance djihadiste, un catalyseur fondamental.

Cette même année 1979, Ayman Al Zawahiri, le futur adjoint d'Usama Bin Laden à la tête d'Al Qaida, et Jean-Marc Rouillan, militant anarcho-autonome, choisissent, pour l'un, de quitter les Frères musulmans, d'entrer au Jihad Islamique et de se tourner vers la lutte armée contre l'Égypte post-nasserienne et, pour l'autre, de plonger dans la clandestinité armée en créant Action Directe. Bien sûr, les contextes diffèrent radicalement ; bien sûr, les ressorts de ces deux démarches n'ont pas grand-chose à voir les uns avec les autres, mais 1979 nous donne à voir les deux mouvements et montre, d'un côté, comment l'espérance religieuse se saisit dans son puissant essor des moyens de la violence politique tandis que, de l'autre, l'utopie révolutionnaire, rémanence de l'espérance séculière alternative au capitalisme, bascule elle aussi dans la pratique des attentats.

Mais la contestation religieuse était très loin de s'exprimer uniquement par la violence. L'espoir religieux cristallisait aussi dans les pays du Pacte de Varsovie la contestation dissidente. En 1979, la visite de Jean-Paul II en Pologne constitua un catalyseur puissant de ce mouvement. Sans cette visite, sans les mécanismes qu'elle généra, il est impossible de rendre compte de la naissance, l'année suivante, de Solidarność qui prit en charge en Pologne cette « insurrection des âmes » que

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup> Rey, Histoire de la Syrie, Op. Cit., p. 260-261.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup> Yaroslav Trofimov, The Siege of Mecca: The 1979 Uprising at Islam's Holiest Shrine, Knopf Publishing Group, 2008, 330 p

le Pape appelait de ses vœux. Et il ne faudrait pas croire que ce mécanisme se limita à la Pologne catholique. La RDA et la Slovaquie connurent aussi, à partir de cette date, des mouvements d'origine confessionnelle touchant à la contestation des régimes communistes<sup>40</sup>.

Cette contestation touchait à l'ordre social, avec les grèves des chantiers navals de Gdańsk ou celles des usines Ursus à Varsovie, mais elle n'était enfin pas propre au Pacte de Varsovie : les grèves marquaient aussi les mondes ouvriers occidentaux, touchés de plein fouet par la remise en cause de la perspective du bien-être de masse, promesse de l'État-Providence de l'aprèsguerre, par les faillites et les restructurations qu'allait accélérer l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Angleterre et qui ponctuaient la crise du bassin minier en Lorraine<sup>41</sup>. Là encore, 1979 constituait bien un observatoire particulièrement pertinent de la crise de l'espérance séculière mais aussi, en l'occurrence, du vide sidéral qu'elle laissait en s'estompant. Et c'est sans doute Bernard Lavilliers, l'un des hérauts de la révolte ouvrière lorraine, qui l'exprima le mieux. Il chantait ainsi, quelques années plus tard :

« Ô carcasse de fer, et fumée qu'on oublie

Ce n'est même plus l'enfer, c'est tout juste l'ennui

Il n'reste que la colère dans les cœurs insoumis

Il n'reste que la misère sur la Fensch endormie »42

Corollaire de la crise de l'État-Providence que diagnostiquerait Pierre Rosanvallon dès 1981<sup>43</sup>, la secousse qui parcourut la Lorraine sidérurgique était agissante dès 1973-75 et bien visible en 1979. L'essor djihadiste en Egypte, en Syrie, en Afghanistan et en Arabie Saoudite, la plongée activiste d'Action Directe, de la *Rote Armee Fraktion* et des *Brigate Rosse*, les sursauts sociaux des mondes ouvriers occidentaux et médio-orientaux révélaient ainsi majoritairement l'éloignement de l'espérance de l'émancipation prospère et heureuse dans un futur fait de progrès mais aussi la migration au moins partielle de cette espérance vers l'eschatologie, religieuse ou révolutionnaire.

1979 constitue ainsi l'observatoire précieux de ce mouvement de migration des espérances dont nous sommes sans doute encore tributaires et dont la proclamation, en 2014, du Califat, attente djihadiste eschatologique absolue, constitue peut-être un des récents avatars paroxystiques. 1979, ainsi, nous aura révélé ce qui s'est perdu et ce qui s'est joué dans cet immense espace peuplé désormais d'1,3 Milliards d'êtres qui, pour certains, ont investi l'espérance califale et l'expriment, dans des attentats meurtriers au bord du Canal Saint-Martin, en assassinant d'autres héritiers de cette évolution, tous protagonistes d'une même histoire, tous embarqués dans un destin commun où ce qui touche Raqqa affecte Ouessant et où la prochaine aventure politique, la seule qui vaille au fond, consiste peut-être à chercher ensemble une réponse à l'interrogation qu'un des personnages de *Starmania* exprimait, toujours en 1979 :

« Y a plus d'avenir sur la terre, Y a quelque chose qui n'tourne pas rond Dans l'système solaire. Y a-t-il quelqu'un dans l'univers Qui puisse répondre à nos questions A nos prières,

-

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup> David Doellinger, *Turning Prayers into Protests*. Religious-Based Activism and its Challenge to State Power in Socialist Slovakia and East Germany, Budapest CEU Press, 2013, 304 p. Je remercie Roman Krakovsky pour cette référence.

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup> Gérard Noiriel et Benaceur Azzaoui, Vivre et lutter à Longwy, Maspero, 1980, 271 p.

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup> Bernard Lavilliers, « Midnight Shadow », in Voleur de feu. Barclay, 1986.

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup> Pierre Rosanvallon, La Crise de l'État-providence, Paris, Seuil, 1992.

À nos prières ?
[...]
Qui nous dira
Ce qu'on fait là,
Dans un monde qui ne nous ressemble pas »<sup>44</sup>

Christian Ingrao Centre d'Études Sociologiques et Politiques Raymond Aron (CESPRA) UMR 8036 CNRS EHESS

\_

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup> Luc Plamandon, Michel Berger, « Petite Musique terrienne » in *Starmania*, Disc 2, Warner Records, 1979.